



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ALIMENTATION ET DES AFFAIRES RURALES

Agrobio

[🏠](#)
[Nouvelles](#)
[Agriculture](#)
[Aliments](#)
[Rural](#)
[Produits](#)
[Pour nous joindre](#)

[OK](#)
[Recherche](#)

Dans cette section

Liens rapides

- [Centre d'information agricole](#)
- [Ontario, terre nourricière](#)
- [Bureaux du ministère](#)
- [Statistiques](#)
- [Programmes d'inspection](#)
- [Organismes agricoles, alimentaires et ruraux](#)
- [EmploisGO](#)
- [Cabinet du ministre](#)
- [ServiceOntario](#)

Sujets

- [Agriculture](#)
- [Aliments](#)
- [Rural](#)
- [Recherche et l'innovation](#)
- [Salubrité des aliments](#)
- [Environnement](#)
- [Renseignements et ressources](#)
- [Organismes, conseils et commissions](#)
- [Nouveautés](#)

Agrobio Ontario - août 2008

Volume : 8
Numéro : 5

Rédacteur en chef(s) : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO
Date de création : 17 septembre 2008

Média substitut :

Table des matières

- [Bienvenue au numéro d'août du bulletin Agrobio Ontario](#)
- [Nettoyage d'une moissonneuse batteuse](#)
- [Accès aux travaux présentés au premier colloque de recherche sur les productions biologiques](#)
- [Pesticide Risk Reducion in Soybean Production](#) (disponible en anglais seulement)
- [The ABC's of Organic Dairy Production](#) (CRAAQ 2007) (disponible en anglais seulement)
- [Accès aux travaux présentés au premier colloque de recherche sur les productions biologiques](#)
- Articles récents tirés d'autres bulletins du MAAARO
 - [Managing Cover Crops Profitability, 3rd Edition](#) (disponible en anglais seulement)
 - [Le temps humide et les maladies dans les cultures de saison fraîche](#)
 - [Les mesures de la teneur en aluminium du sol laissent les producteurs perplexes](#)
 - [Black Rot of Cole Crops in Wet and Humid Weather](#) (disponible en anglais seulement)
 - [Maladies bactériennes des haricots](#)
- Programmes de financement
 - [Accès aux marchés d'exportation \(Export Market Access\) - Un programme d'expansion mondiale qui s'adresse aux petites et aux moyennes entreprises](#)
 - [Fonds de développement de l'Est de l'Ontario \(FDEO\)](#)
 - [Fonds d'investissement dans le marché ontarien](#)

- 🌿 [Réglementation](#)
- 🌿 [Le ministère du Travail présente une nouvelle initiative de sécurité au travail qui touchera tous les employeurs ontariens](#)
- 🌿 [Le Conseil biologique de l'Ontario offre un nouveau financement aux groupes de producteurs biologiques](#)
- 🌿 [Free Online Course Offerings to Help Build Your Business](#) (disponible en anglais seulement)
- 🌿 [Events](#) (disponible en anglais seulement)
 - 🌿 [Ontario Food and Beverage Processing HR Summit, September 29 & 30, 2008](#)
 - 🌿 [ADVANTAGE Series of Food Safety Training - 2008/2009 Series](#)
 - 🌿 [Canadian Health Food Association \(CHFA\) Expo East, September 11-14, 2008](#)
 - 🌿 [Great Lakes Community Shared Agriculture Conference November 21-23, 2008](#)
- 🌿 [Assurance production pour le blé et l'épeautre biologiques](#)

Pour plus de renseignements :
Sans frais : 1 877 424-1300
Local : 519 826-4047
Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

[Page d'accueil](#) 🌿 [Plan du Site](#) 🌿 [Aide](#) 🌿 [Pour nous joindre](#) 🌿 [Produits](#) 🌿 [English](#) 🌿 [ontario.ca](#)



Ce site est mis à jour par le gouvernement de l'Ontario, Canada

Confidentialité 🌿 [Avis importants](#)
© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2010
Dernière mise à jour : June 23, 2011

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

- Centre d'information agricole
- Ontario, terre nourricière
- Bureaux du ministère
- Statistiques
- Programmes d'inspection
- Organismes agricoles, alimentaires et ruraux
- EmploisGO
- Cabinet du ministre
- ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



Agrobio

IMPRIMER

PARTAGER

Bienvenue au numéro d'août du bulletin Agrobio Ontario

Une fois de plus nous avons de nombreuses informations à l'intention des producteurs d'aliments biologiques (agriculteurs et fabricants). Ce numéro contient des liens vers des sommaires de recherche et vers plusieurs articles récents sur les maladies qui sont en partie dues au temps frais et humide de cet été. On y trouvera également des articles et des liens d'intérêt pour le secteur alimentaire dans son ensemble.

Nous remercions nos abonnés de plus en plus nombreux, ainsi que ceux qui font passer le bulletin à leurs collègues, notamment les gens du Ecological Farmers Association of Ontario, de Cultivons biologique Canada et du Conseil biologique de l'Ontario.

On peut consulter la version anglaise de ces bulletins à l'adresse

<http://www.omafra.gov.on.ca/english/crops/organic/news/news-organic.html>

Pour s'abonner à ce bulletin ou pour nous trouver sur le Web, aller à la page suivante :

<http://www.omafra.gov.on.ca/english/subscribe/index.html#organic>

Je vous invite également à me faire connaître vos commentaires (hugh.martin@ontario.ca)

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO

Date de création : 17 septembre 2008

Dernière révision : 17 septembre 2008

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

 Centre d'information agricole

 Ontario, terre nourricière

 Bureaux du ministère

 Statistiques

 Programmes d'inspection

 Organismes agricoles,
alimentaires et ruraux

 EmploisGO

 Cabinet du ministre

 ServiceOntario

Sujets



Explorer le gouvernement



Ressources



Pour nous joindre


 IMPRIMER

 PARTAGER

Nettoyage d'une moissonneuse batteuse

Pour la récolte de produits biologiques, la propreté du matériel est essentielle, tout particulièrement lorsque l'on vient de récolter une culture non biologique (conducteurs contractuels). La principale priorité devrait être de dédier des moissonneuses batteuses uniquement aux cultures biologiques. Si cela n'est pas possible, employer des machines qui sont dédiées aux cultures non génétiquement modifiées. Si cela est également impossible, prendre le temps de nettoyer très soigneusement la moissonneuse batteuse (une opération qui peut durer plusieurs heures). Voici quelques idées :

1. Consulter le manuel du propriétaire pour connaître les procédures de nettoyage, les trappes d'accès, la méthode de démontage des composantes et les mesures de sécurité;
2. Choisir un endroit approprié pour effectuer le nettoyage;
3. Rassembler les dispositifs de protection appropriés : lunettes de protection, masque antipoussières, gants, casque, protecteurs d'oreilles;
4. Évaluer le matériel de nettoyage pour chacune des parties de la machine : compresseur à air muni de tubes rallonges, aspirateur d'atelier, souffleuse à feuilles, grande bêche, balai ou balayette ou brosse métallique, tournevis et autres outils au besoin ;
5. Mettre la vis de décharge en marche pendant deux minutes ou jusqu'à ce que la trémie à grain et la vis soient propres;
6. Faire rouler la moissonneuse batteuse sur une certaine distance pour déloger les grains avant de la conduire à l'emplacement du nettoyage;
7. Enlever la tête de coupe de maïs en immobilisant bien le boîtier du convoyeur à l'aide de dispositifs de blocage;
8. Conduire la moissonneuse batteuse à l'emplacement du nettoyage;
9. Étendre la bâche sous la moissonneuse batteuse pour ramasser les grains qui en tomberont;
10. Inspecter et nettoyer le toit de la cabine;
11. Abaisser le boîtier du convoyeur et nettoyer l'intérieur et l'extérieur. Porter une attention particulière aux endroits où le grain ou les gaines de mauvaises herbes peuvent rester coincés;
12. Relever le boîtier du convoyeur, nettoyer le récupérateur de pierres et enlever toutes les substances qui s'y trouvent;
13. Nettoyer la trémie à grains, enlever le grain de la vis supérieure, de la vis inférieure, des rebords et des coins. Vous pouvez purger la vis de déchargement avec un autre matériau tel que des copeaux de bois;
14. Nettoyer le cylindre ou le rotor et la zone de battage concave ainsi que l'aire de séparation; pour ce faire, ouvrir toutes les trappes d'accès indiquées dans le manuel du propriétaire et enlever toutes les substances qui s'y trouvent;
15. Nettoyer les secoueurs (si la machine en est équipée), ouvrir toutes les trappes d'accès. Si vous devez pénétrer dans cette partie, voir les mesures de sécurité indiquées dans le manuel du propriétaire et vous étendre sur un tapis ou un matelas de caoutchouc;

- 16. Pour nettoyer les élévateurs à otos et à grain, ouvrir les trappes d'accès inférieures, enlever le grain, vider et nettoyer le capteur d'humidité si la machine en est équipée;
- 17. Pour nettoyer la zone du crible, enlever les grilles à otos et les tamis pour faciliter l'accès, ou bien libérer les débris et le grain en ouvrant et en fermant les tamis plusieurs fois. Vider les vis transversales à grain inférieures sur la plus grande distance possible;
- 18. Nettoyer les zones de l'essieu arrière, du broyeur et de l'éparpilleur pour les débarrasser de tout le grain et de tous les débris végétaux;
- 19. Remplacer tous les écrans de protection en vérifiant que tous les élévateurs ont été remontés et que toutes les trappes et ouvertures ont été fermées et verrouillées;
- 20. Nettoyer la tête de coupe de céréales en enlevant les tiges et le grain qui se trouvent dans la zone de coupe et sous la vis et le rabatteur. Voir l'intérieur de la zone de la vis par les ouvertures d'inspection le cas échéant. Nettoyer le dessous des plaques;
- 21. Nettoyer la tête de coupe de maïs en enlevant tous les épis, les tiges et le grain. Soulever les embouts et passer l'aspirateur pour enlever tout le grain et tous les autres débris végétaux;
- 22. Vous pouvez purger la moissonneuse batteuse avec la prochaine denrée pour nettoyer la vis de déchargement avant la récolte proprement dite.

(Adaptation de Combine Cleanout Procedures for Identity Preserved Corn and Soybeans, Iowa State University, 2003.)

Pour plus de renseignements :
Sans frais : 1 877 424-1300
Local : 519 826-4047
Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca
Auteur : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO
Date de création : 17 septembre 2008
Dernière révision : 17 septembre 2008

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

- Centre d'information agricole
- Ontario, terre nourricière
- Bureaux du ministère
- Statistiques
- Programmes d'inspection
- Organismes agricoles, alimentaires et ruraux
- EmploisGO
- Cabinet du ministre
- ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



IMPRIMER

PARTAGER

Accès aux travaux présentés au premier colloque de recherche sur les productions biologiques

Le premier colloque de recherche sur les productions biologiques, Organic Research Symposium, a été organisé conjointement par la Organic Farming Research Foundation (OFRF) et le Midwest Organic & Sustainable Education Service (MOSES) du 21 au 23 février, en même temps que la Upper Midwest Organic Farming Conference. Dans ce fichier PDF (68 pages), on trouvera les sommaires des travaux de recherche qui y ont été présentés http://ofrf.org/publications/pubs/moses-ofrf_symposiumproceedings.pdf

Ils portent sur les domaines suivants :

- Lutte contre les mauvaises herbes dans les systèmes de production biologique;
- Production de fruits et légumes biologiques;
- Systèmes de production de bétail biologique;
- Sols, semences et systèmes;
- Lutte contre les ravageurs et les maladies dans les systèmes de production biologique;
- Aspects économiques des systèmes de production biologique.

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO

Date de création : 17 septembre 2008

Dernière révision : 17 septembre 2008



PESTICIDE RISK REDUCTION IN SOYBEAN PRODUCTION

Final Research Report E2008-36

INTRODUCTION

In field crop production, farmers may be hesitant to move to organic or other reduced pesticide practices due to challenges in weed management. Soybean in particular can be a difficult crop to grow during the transition phase: weed pressure often increases in years two and three of transition. The priorities in weed management for soybean are weed resistance in zero-till systems and the need for a systems approach to weed management.

OBJECTIVES

The objectives of this on-farm study were:

- To evaluate the effectiveness of three weed management strategies for soybean: i) conventional zero-till, ii) integrated weed management, and iii) organic;
- To provide a cost benefit analysis and a measure of risk reduction from pesticides for these strategies.

WHAT WAS DONE?

In 2006 and 2007, on-farm studies were conducted at 5 locations in Ontario (2006: Palmyra, Blenheim, Fairview, and 2 locations west of Chatham; 2007: Palmyra, Blenheim, Pain Court, Ridgetown and Thamesville). Soybean ('92M70') was direct-seeded into the stubble of a previous field corn crop at 175,000 seeds ha⁻¹ from May 21 to June 5.

The experiments were arranged in a completely randomized design with 4 replications, and 3 weed management systems:

1. Conventional: 2 applications of glyphosate (900 g a.e. ha⁻¹ each) made to soybeans at the 1st and 4th trifoliate leaf stage;
2. Integrated Weed Management (IWM): in-crop banded application of the growers' traditional herbicide program (at the 1st trifoliate) plus interrow cultivation at the 4-5th trifoliate stage of the soybeans;



Good management can produce a clean organic soybean crop

3. Organic: interrow cultivation and hand-weeding at the 1st and 3rd trifoliate leaf stages.

A field day was held at two locations each year to demonstrate the trials and to survey the likelihood of growers to adopt the IWM or organic practices.

Data collection and analysis

Visual weed control was rated on a scale of 0 to 100% at 28 and 56 days after treatment (DAT) (0% = no weed control and 100% = complete weed control). Weed biomass was collected from three 1-m² quadrats per plot at 28 DAT and separated into broadleaf and grass weed species. Weed biomass was dried and weighed.

The innermost three rows of each plot were harvested by hand (from Nov 20th to Dec 2nd in 2006; Nov 10th to 24th in 2007) and yields were adjusted to 13% moisture.

Data at each location were subjected to analysis of variance (ANOVA). Treatment means were separated using orthogonal contrasts.

Cost of weed control and Environmental Impact Quotient (EIQ)

The cost of weed control was determined at each location by considering the herbicide, fuel and hand-weeding costs. Herbicide costs were recorded on a per grower basis, and therefore reflected differences among retail outlets. To offset these differences, prices were averaged among the different retail outlets to come up with the final herbicide cost. Fuel costs were added for each pass required in the various treatments – an average price of \$1 per litre was used. Hand-weeding costs were determined by multiplying the amount of time required to weed a plot by \$10 per hour, factored on a per hectare basis.

The EIQ was determined by a method to measure the Environmental Impact Quotient (toxicity) of pesticides (Kovach *et al.*, 1992). EIQ is a score for the potential risk of pesticides to farmworkers, consumers and the environment.

RESULTS & DISCUSSION

To discuss the results of these experiments, the 10 field trials were grouped based on the degree of weed infestation in each field.

- **Low weed infestation** (Palmyra 06-07, Blenheim 06-07) had a weed biomass $<5 \text{ g m}^{-2}$ in the organic treatment. On these farms, no-till Roundup Ready® soybean is grown following a 3-year rotation of soybean-wheat-field corn.
- **Moderate weed infestation** (Pain Court, Ridgetown, Thamesville) had weed biomass levels between 5 and 10 g m^{-2} . These farms have a long history of residual herbicide use in conjunction with growing Roundup Ready® soybean. In all cases, soil organic matter was greater than 4%.
- **High weed infestation** (2 Chatham locations, Fairview) had weed biomass $>10 \text{ g m}^{-2}$. On these farms, non-transgenic soybean is grown, following rotation with vegetable crops. A combination of interrow cultivation was used with reduced rates of non-residual herbicides.

In fields with low weed infestation, weed control at 56 DAT was generally highest in the conventional treatment followed by the IWM treatment and lowest in the organic treatment (Figure 1).



Researcher Darren Robinson (University of Guelph) stands in a field of soybean that was part of the on-farm trial

The trend was not as clear when fields had moderate and high weed infestation at the beginning of the trial. Weed control was variable in all treatments but generally lowest in the organic treatment. A yield reduction was observed in the organic treatment compared to the other treatments for fields with low infestation.

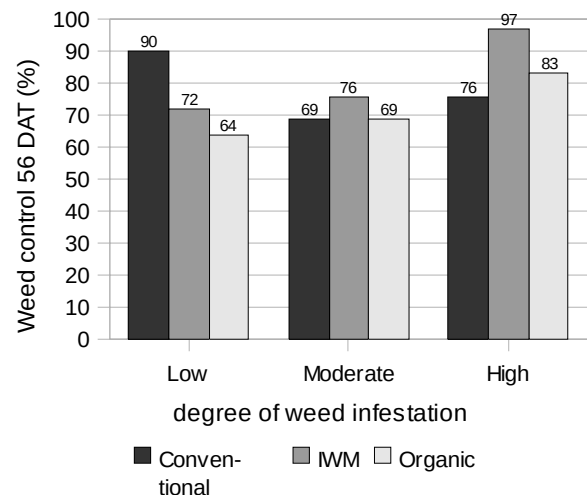


Figure 1. Weed control 56 DAT (%) for fields with low, moderate and high weed infestation

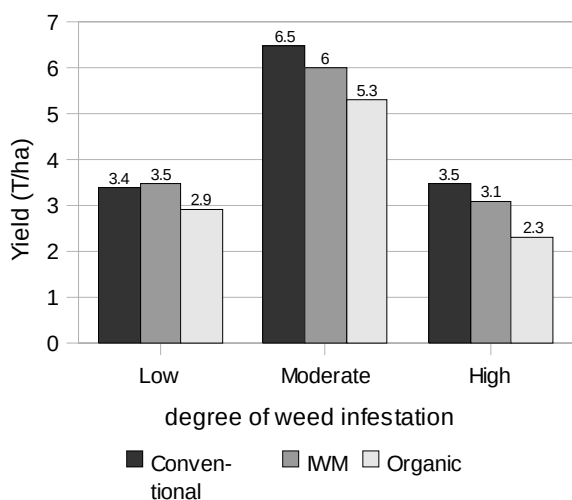


Figure 2. Yield (T/ha) for fields with low, moderate and high weed infestation

Data from Palmyra 2006 (low), Ridgetown 2007 (moderate), Chatham #2 2006 (high)

For fields with moderate and high infestation, yield was highest in the conventional treatment and lowest in the organic treatment (Figure 2). The reduced yield in the organic treatment for fields with moderate weed infestation may be explained by poor weed control early in the season. Broadleaf weeds interfered with the crop between 1st and 3rd trifoliolate stages, which is the critical period of interference in soybean.

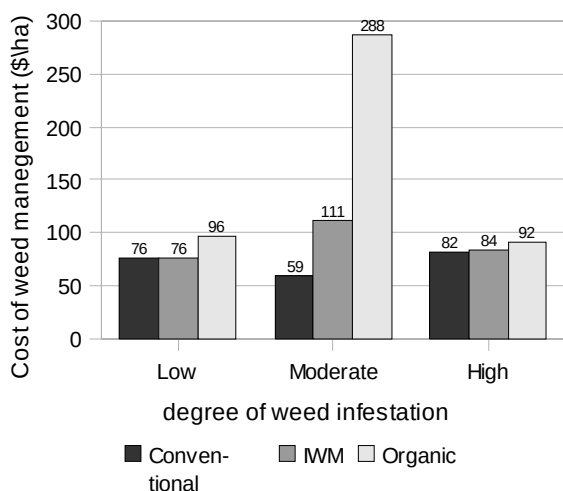


Figure 3. Cost of weed management (\$/ha) for fields with low, moderate and high weed infestation

Data from Palmyra 2006 (low), Ridgetown 2007 (moderate), Chatham #2 2006 (high)

For fields with moderate weed infestation, the cost of weed management was generally 50-100% higher in the IWM and organic treatments than in the conventional treatment (Figure 3). Differences in cost were not as apparent in the other fields. It is generally higher in the organic treatment due to the cost of hand-weeding.

For fields with low weed infestation, EIQ was highest in the conventional treatment and lowest in the organic treatment (Figure 4). As a result of reduced herbicide applications, the EIQ was lower in the conventional treatment than in the IWM, in moderate infestation fields. In fields with high weed infestation, a second herbicide application was made in the IWM treatment which translated to the highest EIQ in this treatment. EIQ was 0 in organic treatments in all fields.

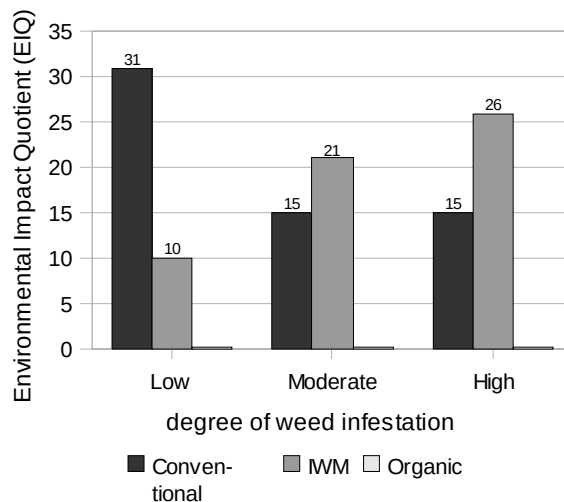


Figure 4. Environmental Impact Quotient (EIQ) for fields with low, moderate and high weed infestation

Data from Palmyra 2006 (low), Ridgetown 2007 (moderate), Chatham #2 2006 (high)

CONCLUSIONS

Soybean is a difficult crop to grow during the transition phase from conventional to organic. These trials showed that with the exception of fields with low weed infestation, soybean grown during the transition phase will likely require very high input costs. If a price-premium can be guaranteed for 'transitionally-grown' soybean, the additional cost might be justified. The high price of soybean in the current market also provides an excellent opportunity for transition to organic while reducing financial risk.

It is important to remember that the purpose of this research was to demonstrate to growers the potential disadvantages of growing soybean during the transition phase rather than the development of weed management practices. Environmental Impact Quotients (EIQs) for the Integrated Weed Management and Conventional fields were always higher than for organic soybean production, but varied by the degree of weed infestation.

Field days offered good opportunities for growers to observe differences between low, moderate and high weed infestations and the likely outcome of growing soybean during the transition phase. Two growers who participated in the trial have expressed interest in transitioning a portion of their farm into organic production.



Some organic farmers hire labour to hand-weed soybean fields

FUNDING

Funding for this project was provided by Agriculture and Agri-Food Canada's Pesticide Risk Reduction Program

Production of this bulletin was supported by:



**Agriculture and
Agri-Food Canada**

**Agriculture et
Agroalimentaire Canada**

THE BOTTOM LINE...

The high price of soybean in the current market provides an excellent opportunity for transition to organic while reducing financial risk. However, unless fields have very low weed pressure, soybean grown during the transition phase will have very high input costs for weed control.

REFERENCES

Kovach, J., Petzoldt, C., Degni, J. and Tette, J. 1992. A method to measure the environmental impact of pesticides. *New York's Food and Life Sciences Bulletin* **139**: 1–8.

Van Acker, R.C., Swanton, C.J. and Weise, S.F. 1993. The critical period of weed control in soybean [*Glycine max* (L.) Merr.]. *Weed Science* **41**:194-200.

Weaver S.E. 2001. Impact of lamb's-quarters, common ragweed and green foxtail on yield of corn and soybeans in Ontario. *Canadian Journal of Plant Science* **81**: 821–828.

CREDITS

Darren Robinson and Mike Gladstone (University of Guelph - Ridgetown Campus), and Andy Hammermeister (Organic Agriculture Centre of Canada)

ACKNOWLEDGEMENTS

The authors gratefully acknowledge the cooperating farmers who hosted on-farm trials, the support of Crosby Devitt of the Ontario Soybean Growers and Roger Rivest of Great Lakes Organic Inc.

For more information:

Visit oacc.info or contact us at
P.O. Box 550 Truro, NS B2N 5E3
Tel: (902) 893-7256
Fax: (902) 896-7095
Email: oacc@nsac.ca



Dairy Cattle Symposium

Thursday November 15, 2007

Hotel Universel Best Western, Drummondville



The ABC's of Organic Production

Linda LABRECQUE, d.t.a., farmer

Ferme Desgéo and farm management technician

Groupe conseil agricole de Lotbinière-Nord

Sainte-Croix-de-Lotbinière

Presentation prepared with the collaboration of:

Marie-Claude BOURGALT, P.Ag., management advisor

Groupe conseil agricole Lotbinière-Nord

Sonia GOSSELIN, d.t.a., extension agent, Valacta



Centre de référence en agriculture
et agroalimentaire du Québec

Dairy Cattle Committee

The ABC's of Organic Production

Presentation sponsored by:



Over the past few years, organic farming has been increasing throughout the world. Initially, organic farming was the favour of hippy groups. It has rapidly evolved and it is now a type of farming which holds its rightful place in the world and it is recognised as a forward-looking approach and suitable for all types of agricultural productions. Some of the factors contributing to this expansion are consumer demands for organically produced products, reconsidering the soundness of industrial production systems, and concerns regarding the environment.

The appeal of producing an added-value product, of decreasing production costs and of farm self-sufficiency are also avenues which have lead to organic farming. We mustn't disregard the philosophical beliefs that often accompany this type of farming, as they often weigh heavily in the decision process when converting to organic farming. Organic farming seeks to support human beings and their environment. **It aims to create a global ecosystem that works to maintain a balance between the soil, plants, animals and humans.**

DESCRIPTION OF ORGANIC DAIRY PRODUCTION WORLDWIDE

Throughout the world, the demand for organic products is growing steadily. The number of farms converting to organic farming is also growing. Most European countries recognise organic farming as being less polluting, more sustainable and more ecological. For these reasons, in many countries, farmers who choose this type of production receive a variety of economic incentives such as subsidies per hectare, assistance programs for the transition process, rural development and agri-environmental aid, support for processing and marketing, initiatives to inform producers, consumer education and infrastructure support.

Governments have established various programmes to help develop the organic sector because of its many advantages for the benefit of society in general.

The growth and development of organic farming are supported by different research centres and universities. Governments, universities and the private sector have geared their research to organic farming, as it insures the long-term sustainability of resources. Research done in these institutions serves organic farming but also has some influence on conventional agriculture.

Organic Hectares Worldwide

Country 2005	Organic Area (ha)	Organic Area (%)
Austria	360,972	14.16
Belgium	22,996	1.65
Czech Republic	254,982	5.97
Denmark	145,636	5.62
Finland	147,587	6.52
France	560,838	2.03
Germany	807,406	4.74
Great Britain	619,852	3.9
Greece	288,255	3.15
Italy	1,067,102	8.4
Latvia	118,612	4.78
Lithuania	69,430	2.49
Luxembourg	3,243	2.51
Slovakia	92,191	4.91
Slovenia	23,499	4.84
Sweden	200,010	6.27
Netherlands	48,765	2.49
Norway	43,033	4.14
Switzerland	117,117	10.94
Poland	167,740	1.03
Portugal	233,458	6.34
Spain	807,569	3.2
Canada	578,874	0.86
Australia	11,800,000	2.68
New Zealand	45,000	0.26
United States	1,620,350	0.5

Organic Dairy Cows Worldwide

Country 2005	Number of Organic Dairy Cows	(%)
Austria	86,896	16.1
Belgium	7,993	1.5
Czech Republic	2,865	0.7
Denmark	53,115	9.5
Finland	5,052	1.6
France	66,123	1.8
Germany	101,000	2.4
Great Britain	83,252	4.0
Greece	480	0.3
Italy	38,284	2.1
Latvia	3,048	1.6
Lithuania	3,447	0.8
Luxembourg	243	0.6
Slovakia	1,550	0.8
Slovenia	1,004	0.7
Sweden	22,321	5.6
Netherlands	305	< 1%

SOME RESEARCH CENTRES

The Research Institute of Organic Agriculture (FiBL) in Switzerland, Germany and Austria: 125 researchers for over 34 years. Research in all areas of organic farming, such as vegetables, fruits, milk, vineyards, poultry, meat, animal health, wine making, certification and product quality. They have a budget of 14.5 million Swiss francs, financed at 36% by the government, 19% by public funds and 45% by private funding such as processors, publishers, distributors and grocery stores.

The agronomic research stations Agroscope in Switzerland: organic meat and dairy production, processing of products (cheese, meat, and delicatessen products), production systems, safety and product quality, local agriculture, land use and "terroir" They collaborate with FiBL.

DARCOF (Danish Research Centre for Organic Farming), Denmark: coordinates research in organic farming in 15 institutions with 140 researchers since 1996. Denmark assigns 4 to 8% of its total budget to research and development, which goes directly to DARCOF; this represented 30 million Euros from 2000 to 2005.

Faculty of Organic Agriculture of the Kassel University in Germany. Since 1996, specialized in organic agriculture with 23 professors who teach various aspects of organic farming: 600 to 700 students per year. In 2004, the federal German government launched a vast research and development programme in organic farming with a budget of 35 million.

Louis Bolk Institute, Netherlands: research foundation in organic farming in various areas, employing about fifty people, founded in 1976.

COR (Colloquium of Organic Researchers), United Kingdom: coordinates research and directs the actions in organic farming. They work in collaboration with the Organic Centre in Wales of the University of Aberystwyth and have an annual budget of 2.1 million.

In France, there are several organisations and institutions that work in the area of organic farming. Each French department has its own specialized technical centre in organic farming supervised by the Institut Technique de l'agriculture biologique (ITAB).

In 2006, the United States announced a budget of 4.6 million dollars (US) for research, services and development of organic farming. In New Hampshire, an organic dairy research farm was established in 2007 and is associated with the University of New Hampshire. A dozen states offer training programmes in organic farming at their universities.

In Canada, the Alfred Campus at Guelph University has a dairy farm which eventually will become a research centre in organic dairy production. The dairy farm will be certified in 2008.

In Quebec, through the UPA-MAPAQ network, financial assistance is provided to producers for specialized consulting services (organic milk associations, agri-environmental clubs, extension services, etc.). There is also a provincial programme of 1 million annually to support organic farming initiatives (technology transfer, training, research and projects).

Valacta (Dairy Production Centre of Expertise) and the Centre d'insémination artificielle du Québec (CIAQ) (Quebec Artificial Insemination Centre) offer specialized services in organic dairy production (consulting services and sire selection). Suppliers of minerals, grains, feeds and seeds are increasingly meeting the specific needs of organic producers.

Throughout the world, the organic milk premium paid to producers varies between 20 and 25% higher than the price of conventional milk of that country.

THE SITUATION IN QUEBEC

All the organic milk in Quebec is marketed the same way as conventional milk, that is to say organic milk sold to the organic milk processing plants use the Fédération des producteurs de lait du Québec (Quebec Dairy Producers Federation) network. Milk sales and the premium according to the class paid by the processors are pooled. The premium is divided and paid per hectolitre to all organic producers who are certified and who are part of the milk pick-up network.

There can be a waiting list (or a delay between being certified as an organic dairy producer and the organic milk being collected as organic).

The additional transportation costs required for organic milk are carried by the organic milk producers. The additional transportation costs are deducted from the premium before it is paid out, this represents about \$2.25 to \$2.85 per hectolitre.

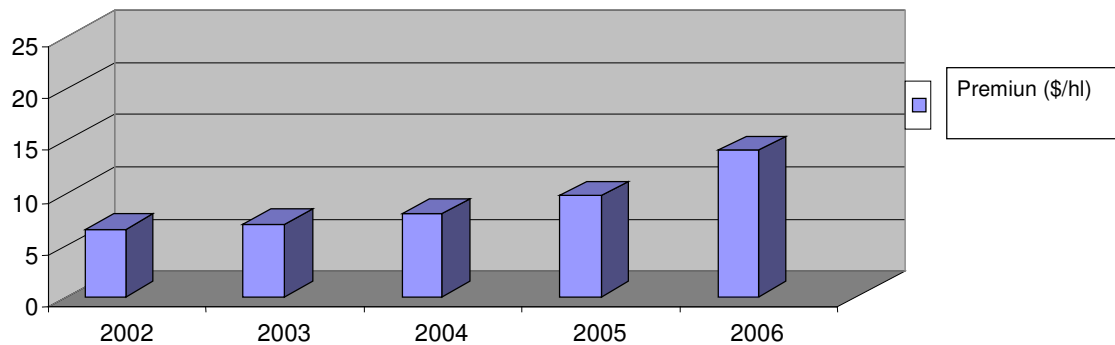
The milk is hauled in trucks that carry only organic milk or in a section of the tank truck reserved for organic milk.

Distribution by region of organic dairy producers (as at December 31, 2006)



Farmers' union	Number of producers	%
Eastern Townships	2	3 %
Côte-du-sud	7	9 %
Gaspésie-Magdalene Islands	0	0 %
Lanaudière	0	0 %
Mauricie	4	5 %
Laurentides	1	1 %
Centre-du-Québec	11	15 %
Abitibi-Témiscamingue	0	0 %
Quebec City	14	19 %
Beauce	4	5 %
Bas-St-Laurent	22	30 %
Saguenay-Lac St-Jean	7	9 %
St-Hyacinthe	2	3 %
St-Jean-Valleyfield	1	1 %
TOTAL	75	100 %

Progress of premium paid to producers, net of transportation costs

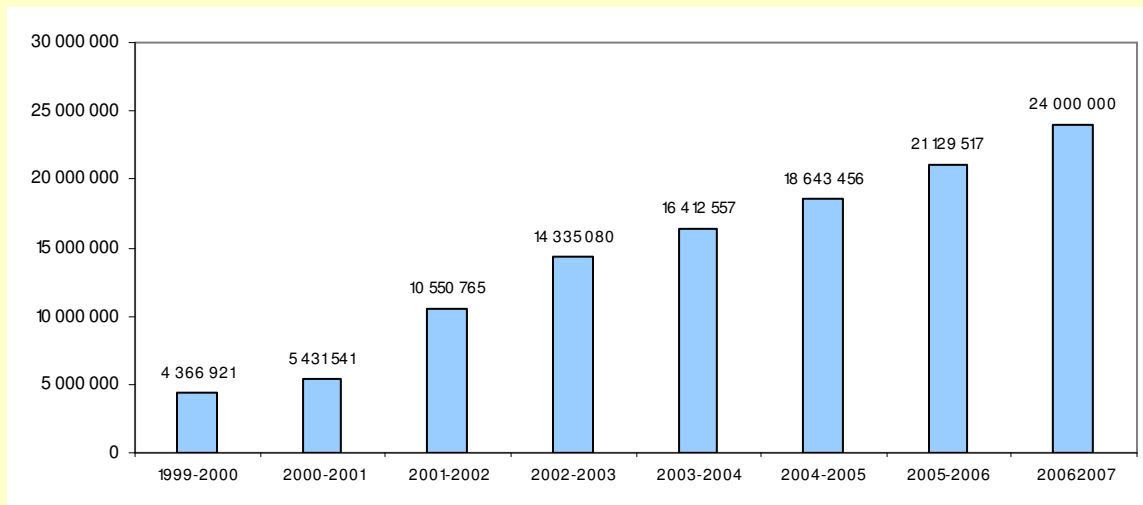


In 2007, the forecasted premium is \$17 per hectolitre, transportation costs already paid

Premium paid by processors according to the class, since February 2007:

- Class 1 and 2 = \$23.75/hl
- Class 3 and 4 = \$15.00/hl

Increase in production (in litres)



Quebec is the largest producer of organic milk in Canada. In 2006, 68 certified dairy farms produced 52% of the total national production. However, the organic producers are but a drop in the Quebec milk bucket, as they account for as little as 0.65% of the total milk produced in Quebec.

In Canada, there are 40.8 millions litres of organic milk produced; this represents less than 1% of the total milk produced in Canada.

In 2006, there were 118 organic dairy farms. Ontario produces 28% of the volume of organic milk with 44 farms, and British Columbia has 20% of the volume with 11 farms. There are no organic dairy farms in the Maritimes and in western Canada. Overall, all the Canadian provinces are facing a growing demand for organic milk. In Canada, the demand for organic milk exceeds the supply.

On the other hand, several European countries are currently overproducing organic milk.

In North America, the demand for organic dairy products remains stronger than the supply, and there are no signs of letting up.

Organic milk processing plants



319	Kerry (Québec) Inc.	Ste-Claire
372	Laiterie Lamothe & Frères Itée	Drummondville
410	Ferme Raymond Alary & Fils (1981) inc	Ste-Sophie
428	F.X. Pichet inc.	Champlain
450	Les produits de marque Liberté inc.	Brossard
455	Fromagerie Clément inc.	St-Damase
465	Danone inc.	Boucherville
468	Fromages La Chaudière inc.	Lac Mégantic
473	Au Gré des Champs inc.	St-Jean-sur-Richelieu
515	Fromagerie Ferme des Chutes	St-Félicien
525	Fromagerie de l'Alpage	Châteauguay
532	Fromagerie l'ancêtre inc.	Bécancour
625	La Moutonnière inc.	Chester Est
668	Laiterie Tournevent	Drummondville

In Quebec we produce and market organic milk in 1 and 2-litre cartons, different types of organic cheeses from raw and pasteurized milk, organic butter, table cream, sour cream, yogurt and kefir. In 2006, 30.6% of organic milk was sold fresh, 36.2% as yogurt, 30.3% as cheese and 2.8% as butter.

Other organic dairy products are available, although they are not made in Quebec. These products come from Denmark, Ontario or British Columbia (cheese, yogurt, ice cream and milk).

CERTIFICATION STANDARDS

In Quebec, certification standards are regulated by the Conseil des appellations agroalimentaires du Québec (CAAQ) which is the only recognised provincial agency responsible for managing and protecting controlled designations in Quebec.

In Quebec, the word "organic" is a controlled designation and is tied to the certification. In other words, this word cannot be used unless there is a certification by an agency recognised by the CAAQ. There are many certification bodies that are accredited in Quebec. These certification agencies must minimally adhere to the standards issued by the CAAQ. These can however be stricter.

The CAAQ was founded in 1998. Since then, Quebec has abided by the international standards of certification.

Quebec is the only Canadian province that has a regulatory structure which abides by the international standards in the field of organic certification. Canada must comply with these standards to continue exporting organic products.

Each certification agency has its own requirements and specifications with some small additions and distinctiveness.

CERTIFICATIONS AGENCIES

Organic foods in Quebec can carry one of the following eight logos, which identify the six certification organisations recognised by the Conseil des appellations agroalimentaires du Québec.



GARANTIEBIO – ECOCERT

Certification brand: GARANTIEBIO - ECOCERT



INTERNATIONAL CERTIFICATION SERVICES
Certification brand: FARM VERIFIED ORGANIC, FVO



OCIA – INTERNATIONAL
Certification brand: OCIA



OCPP/PRO-CERT CNADA
Certification brand: OC/PRO AND OCPP/PRO-CERT CANADA



ORGANISME DE CERTIFICATION QUÉBEC VRAI
Certification Brand; QUÉBEC VRAI and OCQV



QAI inc.
Certification brand: QUALITY ASSURANCE INTERNATIONAL and QAI inc.

Organic foods imported from outside of Quebec can be certified by one of the many international certification agencies recognised by the CAAQ for products imported from outside Quebec.

To request a certification, producers must contact a recognised agency. An inspector will come to the farm and inspect the installations, the crops and the animals. The inspector will ask to see record logs, books, invoices and other relevant documents. A certification visit usually takes a half-day.

This visit must be renewed each year for the farm to maintain a valid certification. The cost is about \$1,200 per year for an organic dairy farm. The certification agency can also make unplanned visits and/or verifications if a complaint has been lodged.

The producer can also ask for visits in the case of a request for exemption or for a specific follow-up.

Certification standards for crop production

- Three years of production abiding by organic standards before receiving accreditation
- Use of untreated seeds and no GMOs
- Mandatory crop rotation

- Authorized fertilization: manure, liquid manure, compost from the farm or other non-organic farm
- Record books for fields, fertilization, silos, machinery and equipment used
- Mineral fertilizer used in their allowed natural state (all types of lime)
- Use of slurries from paper mills, septic tanks and waste management plants is not allowed
- All manufactured pesticides are prohibited, including Round-up
- Thorough cleaning of all rented or contracted equipment and machinery before use
- Buffer zone: adequate physical barrier (shelterbelt, ditch, hedge, road, riparian strip). Otherwise when there is a risk of contamination by neighbouring spraying of prohibited products, a buffer strip of 8 metres between the organic field and the non-organic field must be established and the crop collected must be excluded from the organic harvest.

Organic livestock production

- The farm fields must be certified organic before contemplating the transition of the herd and dairy production
- Application of organic standards for one full year before certification can be given
- Herds must be allowed outdoors with sufficient pasture to ensure a portion of the dairy cows' ration and avoid overgrazing and soil degradation
- Mutilation is forbidden, with the exception of dehorning which is permitted
- Feed must be 100% certified organic
- A maximum of 40% of concentrate in the ration on a dry matter basis (organic grains, organic meal and organic soy)
- A minimum of 60% of forages in the ration on a dry matter basis (hay and corn silage, hay and pasture); 25% of the forage should be dry hay
- Minerals approved by the certification agency
- Records on the health of the herd and on the health of individual animals
- Forages must be free of chemical additives; the only preservatives permitted are salt and bacteria
- Heifer calves must consume organic milk for three months
- Minerals, vitamins, salt, plant extracts and other products from natural sources are permitted
- Reproduction hormones are prohibited, as are embryo transplants
- Artificial insemination is allowed
- Antibiotics are permitted as a last resort, and when appropriate, exclusion of the milk for fourteen days or twice the required period. This milk must not be used for heifers
- Vaccination permitted
- Animals under active and regular veterinarian care should be removed from the herd
- Somatic cell count below 400,000
- Maintenance of milking system: if non-organic products are used then the equipment must be rinsed twice
- Replacement heifers are subjected to the same standards as the dairy cows
- Replacement animals should be certified organic or be within a year of becoming so

- Purchase of non-organic farm sire is allowed
- Elimination or control of external pests (rodents, flies, etc.) permitted but without the use of chemical pesticides.

TECHNICAL AND ECONOMIC ANALYSIS

Marie-Claude Bourgault, P.Ag., management advisor
GCA Lotbinière-Nord

The findings presented here are the results of a study done on a group of certified organic farms of which a majority belong to an agriculture management union. The study collected data from 23 farms from all over the province of Quebec, the majority of which are in the Lotbinière region and, in second place, in the Bas-St-Laurent-Gaspésie region. It should be noted that within this group some farms were not specialized in dairy production, that is to say that they have economic activities besides milk which have a significant impact on the total farm business income. This situation does not affect the cost of producing milk.

For the purpose of comparison, a group of conventional farms was used. This group originates from the 2006 study findings of the agriculture management union from the Chaudière-Appalaches region and has 158 dairy farms (at least 80% of their gross revenues comes from dairy)

The Table below provides a description of these groups:

Table 1. Group Descriptions

Parameters	Organic Group	Conventional Group
Number of farms	23	158
Average total revenue	\$468,000	\$363,000
Gross revenue from dairy (%)	81.8	91.3
Average quota in 2006 (kg)	42.9	46.2
Area in crop production (ha)	166	88
Average WU ⁶ by farm	2.96	2.18

Overall Results

The overall results take into account the different farm sectors such as dairy, crop production, cheese making, etc. The comparison of the results of the organic groups with the conventional groups must be broken down by sector to obtain a clearer picture. This cautionary note notwithstanding, the following Table illustrates the general picture of the farms studied.

Table 2. Overall Results of the Farm Businesses

Parameters	Organic Group	Conventional Group
Farm income (including amortisation, salaries, but not the owners' withdrawals)	24% ¹	22%
Total costs (before salaries, int. MLT, amort., capital gain tax)	47% ²	51%
Salaries, withdrawal and income taxes	21% ³	18%
Payments (capital and interests)	24% ⁴	25
Balance	8% ⁵	6%
Salaries and withdrawal/WU ⁶	\$31,500	\$25,500
SI ⁷ /WU	\$61,000	\$51,206

¹ As a proportion of revenues

² Ibid

³ Ibid

⁴ Ibid

⁵ Ibid

⁶ Work unit

⁷ Standardized Income

The operating profits from organic dairy farms are slightly higher than the profits of the mean group of conventional farms. There is a 4% decrease in costs to produce the same income dollar for certified farms. It should be noted that with these farms the salary, withdrawal and tax component is 3% higher for the same level of income. This difference has a twofold explanation; there are more WUs for each revenue dollar at organic farms and compensation per WU is higher by \$6,000.

The analysis demonstrated that by standardizing the salaries and the debt load (SI/WU) the profitability per WU is higher for organic farms compared to the average group. However, the lead group which emerged from the Chaudière-Appalaches group analysis shows a performance of the SI/WU above the organic farms by about \$70,000. It is important to remember that 6 farms in the organic group have less than 80% of their farm income coming from the dairy sector. Therefore, judgement is called for when using these results.

To more accurately measure the impact of certification on the business results, it is preferable to analyse each sector of activity separately. Let's examine more closely the analysis of the dairy and the crop production sector.

Dairy Results

The analysis of the dairy sector is based on a segregated financial analysis (dairy) which isolates the dairy management costs and allows this sector to undergo a cost benefit analysis separately from the whole. Milk income and variable direct costs are segregated. To this we attribute fixed costs that are distributed between the sectors according to the production units. In terms of feeding, everything that is consumed by the animals is regarded as being purchased at the standard cost. These costs represent the average cost

opportunity for the year of the cereal crop production. In fact, it represents the price the producer would have obtained had he sold his crops on the market rather than use them. Establishing organic milk production costs requires modifying the milk price with its premium as well as the cost of feeding as compared to conventional farms.

Table 3. Technical and Economic Criteria for the Dairy Sector

Parameters	Organic Group	Conventional group
Number of cows	65	53.9
Total milk produced (hectolitres)	4,325	4,382
Milk/cow (litres) ⁸	6,655	8,128
Milk/WU distributed (litres/WU)	146,000	201,000
Cost of standard concentrates (\$/t)	376	241
Quantity of concentrate (kg/cow)	2,223	3,108
Milk/kg of concentrate (litres/kg)	2.99	2.62
Production costs/cow (\$/cow)	70	86
Veterinary costs (\$/cow)	72	180

⁸ Milk average is based on total milk produced per average number of cows, taken from the Valacta (DHIA) report.

The organic farms that were studied showed a decreased productivity per WU compared to the conventional farms. However the study doesn't provide the reasons for this difference. Is there a genuine need for added labour when producing organic milk? Is it the owner's choice to have more farm labour? Are there more young farmers (farm successors) present on organic farms?

Dairy performance is less for organic cows than those in conventional management. In fact the average organic production per cow is 1.475 litres less for the farms in the study. Therefore more cows are needed to produce the same amount of milk. More cows mean more facilities to support the same level of performance.

Table 4. Cost of Milk Production

Parameters	Organic Group	Conventional Group
Average price received (\$/hl)	84.75	71.86
Variable costs (\$/hl)	38.85	33.17
Margin on variable costs (\$/hl)	45.90	38.69
Target price for milk at standard cost ⁹ (\$/hl)	73.78	62.23
Variation between target price (standard) and price received (\$/hl)	10.98	9.63

⁹ Represents milk production costs at standard cost, i.e., at the opportunity cost of feed rather than at the real costs of producing this feed.

The costs of producing organic milk are greater than \$3.63/hl with regard to the variable costs, which represents an additional cost of \$15,000 for the average farm in the organic group. The main difference relates to feeding. The animals consume more forage and concentrates are more expensive per tonne. However the veterinary, medication and reproductions costs are less for organic production. In terms of fixed costs, which include withdrawals, taxes, and return on assets the difference is \$6.42/hl between the two groups. Here again, it costs more for the organic producer; 57% of the difference is due to salaries, withdrawals and higher taxes.

The organic milk premium compensates for these differences in production costs. The average income earned in 2006 for each hectolitre of milk produced¹⁰ was about \$84.75/hl for the organic farms and \$71.86/hl for conventional farms. There is an important distinction to be made between shipped and produced milk, as the proportion of shipped milk/produced milk is less for organic producers (96%) compared to conventional producers (98%). The main difference is the quantity of milk given to the calves.

The difference between production costs at standard pricing and the average price received is higher for certified farms, and this difference represents more or less the profits obtained for each hectolitre of milk produced; \$1.63 per hectolitre separates the organic group from the average conventional farms. It should be noted that when analysing the lead group of farms in these same conventional farms, they have a profit of \$15.14/hl or \$4.16/hl over the organic group. In light of these findings, it is possible to obtain significant results with both types of production methods.

Crop Sector Results

By applying a segregated financial analysis of the crop production to the overall financial results of the dairy farm business, it is possible to evaluate the impact of the crop production sector. Everything that is consumed by the animals is considered to have been sold at standard prices. It should be noted that the price of hay and corn silage are the same for both organic and conventional farms because, at this time, there is no controlled market for certified hay. This analysis is very significant, especially for the organic production, and it validates the real contribution of the crop sector.

Table 5 Results Crop Sector

Parameters	Organic Group	Conventional Group
Crop area	166	88
Income (\$/ha)	966	880
Variables costs (\$/ha)	433	493
Fixed costs (\$/ha)	430	525
Assets, machinery, tractors (\$/ha)	1,109	1,678
Cost of utilisation of machinery (\$/ha) ¹¹	375	480
SI (\$/ha)	249	-18

¹¹ Includes fuel, maintenance and rental costs, work done by custom contractors and amortisation of machinery.

¹⁰ Milk produced includes milk shipped, given to calves, consumed by the owners and discarded.

Table 6. Crop Yields

Parameters	Organic Group	Conventional Group
Hay yields (t/ha)	5.8	6.1
Mixed cereal yields (t/ha)	2.3	2.4
Corn yield (t/ha)	5.0	7.3
Soy yield (t/ha)	2.0	2.9

Contrary to conventional farms, the crop sector on an organic farm contributes positively to the overall net income of the farm and this in spite of lower yields. However it is noteworthy that organic farms cultivate nearly double the acreage. This situation allows for economies of scale and optimization of machinery use. In fact, we can see that the capitalization per cultivated hectares is by far higher for conventional farms. It is important to note that the proportion of organic farms which use a CUMA (agricultural cooperative for machinery usage) is much larger than in the comparative conventional farm group. Although this aspect wasn't closely examined, it undoubtedly has an economic advantage for these farms.

Conclusion

Table 7. Profit Distribution of the Farms

Parameters	Organic Group		Conventional Group	
Total production profits	\$113,620	100%	\$78,682	100%
Profits from milk	\$97,657	86%	\$88,812	113%
Profits from crop	17,024	13%	(\$12,161)	-15%

The crop sector plays a significant role in the profitability of organic farms, contrary to conventional farms where the losses incurred in the crop sector must be compensated by the income from the dairy sector.

As yields and the average milk/cow production is less, this study demonstrates the need for organic farmers to obtain better prices for their products. Without this added value, the profitability of organic farms would be considerably behind that of conventional farming.

References

CAAQ Website

Syndicat des producteurs de lait biologique du Québec (Quebec Organic Dairy Farmers' Union)
Groupe gestion Lotbinière-Nord

Le CABC remercie sincèrement [CRAAQ](#) d'avoir autorisé l'affichage de cet article.

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

- Centre d'information agricole
- Ontario, terre nourricière
- Bureaux du ministère
- Statistiques
- Programmes d'inspection
- Organismes agricoles, alimentaires et ruraux
- EmploisGO
- Cabinet du ministre
- ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



IMPRIMER

PARTAGER

Accès aux travaux présentés au premier colloque de recherche sur les productions biologiques

Le premier colloque de recherche sur les productions biologiques, Organic Research Symposium, a été organisé conjointement par la Organic Farming Research Foundation (OFRF) et le Midwest Organic & Sustainable Education Service (MOSES) du 21 au 23 février, en même temps que la Upper Midwest Organic Farming Conference. Dans ce fichier PDF (68 pages), on trouvera les sommaires des travaux de recherche qui y ont été présentés http://ofrf.org/publications/pubs/moses-ofrf_symposiumproceedings.pdf

Ils portent sur les domaines suivants :

- Lutte contre les mauvaises herbes dans les systèmes de production biologique;
- Production de fruits et légumes biologiques;
- Systèmes de production de bétail biologique;
- Sols, semences et systèmes;
- Lutte contre les ravageurs et les maladies dans les systèmes de production biologique;
- Aspects économiques des systèmes de production biologique.

Ce rapport contient également quatre résumés de recherches effectuées par des étudiants et 17 affiches.

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO

Date de création : 17 septembre 2009

Dernière révision : 17 septembre 2009



[Home](#) » [Learning Center](#) » [Books](#) » Managing Cover Crops Profitably, 3rd Edition

[Font Size](#) [Print](#) [Share](#) [f](#) [t](#) [v](#)

by Type by Topic

Books

Bulletins

Fact Sheets

Topic Rooms

From the Field

Newsletters

Multimedia

Courses and Curricula

Project Products

SARE Biennial Reports

SANET Listserv

SARE Program Materials

Conference Materials

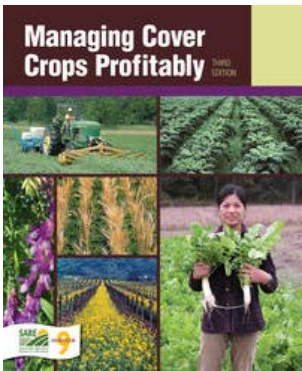
WebStore

Book

Managing Cover Crops Profitably explores how and why cover crops work, and provides all the information needed to build cover crops into any farming operation. Along with detailed management information on the most commonly used species—including grasses, grains, brassicas and mustards, and legumes—*Managing Cover Crops Profitably* offers chapters on the role of cover crops in broader topics such as crop rotations, pests and conservation tillage. It also has appendices on seed suppliers and regional experts.

"This is the best book I have ever read. It uses science to explain complex concepts, lays out options for different systems and climates, and allows innovative farmers to digest the information and make their own intelligent decisions." - Wolfgang Rougle, Twining Tree Farm, Cottonwood, Calif.

For Midwestern farmers: The information in *Managing Cover Crops Profitably* formed the foundation of the Midwest Cover Crops Council's [Cover Crop Decision Tools](#), which are interactive, web-based systems to assist farmers in selecting cover crops to include in field crop and vegetable rotations.



[Download Product](#)

[Download this image](#)



Published: 2007 | Pages: 244

[Download File](#) (5.58 MB) | [View the Online HTML](#)

\$19.00



Order by phone: (301) 779-1007.

Visit [How to Order](#) for bulk discount and shipping rates, additional ordering options, order tracking information and more. This publication is distributed by SARE Outreach.



Visit the [Cover Crops Topic Room](#) to discover a wealth of educational materials developed out of decades of SARE-funded cover crop research. Information is organized in the following subsections:

- [Selection and Management](#)
- [Economics](#)
- [Establishment](#)
- [Rotations](#)
- [Soil and Fertility Management](#)
- [Water Management](#)
- [Pest Management](#)
- [No-Till](#)
- [Miscellaneous](#)
- [Complete List](#)

In addition to the resources featured in the Cover Crops Topic Room, SARE has funded hundreds of research and education projects related to cover crops since 1988. To discover them, visit SARE's [database of projects](#) and conduct full text or advanced keyword searches.



1122 Patapsco Building | University of Maryland | College Park, MD 20742-6715

This Web site is maintained by the national outreach office of the SARE program, supported by the National Institute of Food and Agriculture, U.S. Department of Agriculture.

[North Central SARE](#) | [Northeast SARE](#) | [Southern SARE](#) | [Western SARE](#)

Sustainable Agriculture Research & Education ©2012

[Help](#) | [RSS Feeds](#) | [A Guide To This Site](#)



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

► Centre d'information agricole

► Ontario, terre nourricière

► Bureaux du ministère

► Statistiques

► Programmes d'inspection

► Organismes agricoles,
alimentaires et ruraux

► EmploisGO

► Cabinet du ministre

► ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



 IMPRIMER

 PARTAGER

Le temps humide et les maladies dans les cultures de saison fraîche

Au cours des dernières semaines, de nombreuses régions productrices ont connu des conditions difficiles (pluies abondantes, grêle et forte humidité). Ces conditions étaient idéales pour la propagation de certaines maladies comme les brûlures de la feuille, et pour la pénétration d'organismes vecteurs de dégradation (pourriture) dans la plupart des choux, des racines, des bulbes et des légumes à feuilles. Les fortes averses et la grêle blessent le feuillage et causent des éclaboussures propices à la diffusion des organismes pathogènes présents dans le sol, et les sols largement saturés permettent la propagation rapide des maladies des racines et des bulbes. Comme ce temps humide se maintient, les feuilles et les racines restent souvent mouillées pendant de longues périodes, ce qui accroît les risques d'infection. Il faut donc prendre toutes les dispositions possibles pour éviter que ces maladies ne causent d'importantes pertes. Dans vos champs, restez à l'affût de tout symptôme d'infection, au besoin, creusez des tranchées et des bassins collecteurs pour éliminer l'eau qui s'accumule en surface et mettez en œuvre des techniques d'assainissement pour réduire les risques de propagation ou de contamination.



Figure 1. Dommages causés par la grêle, oignons

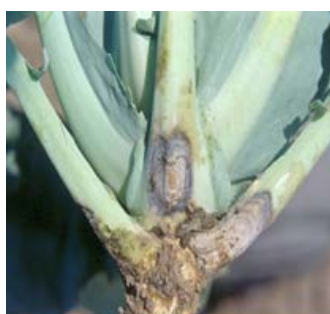


Figure 2. Infection au rhizoctone, brocoli



Figure 3. Brûlure de la feuille, carotte

Pour plus de renseignements :
Sans frais : 1 877 424-1300
Local : 519 826-4047
Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca
Auteur : Kristy Grigg, spécialiste de la culture des légumes, MAAARO
Date de création : 17 septembre 2008
Dernière révision : 17 septembre 2008



[HOME](#) | [ABOUT](#) | [AGRICULTURE](#) | [FOOD](#) | [RURAL](#) | [RESEARCH](#) | [PUBLICATIONS](#) | [NEWS](#) | [CONTACTS](#)

Crops

► Resources and Services

► Field Crops

► Fruit Crops

► Vegetable Crops

► Specialty Crops

► Organic Crop Production

► Soil and Water Management

► Pest Management and Minor Use

► Crop and Pest Updates, Events,
What's Hot

► Newsletters and Publications

Topics

Explore Government

Resources

Contacts



Hort Matters

PRINT

SHARE

Black Rot of Cole Crops in Wet and Humid Weather

Black rot is a serious bacterial disease of cole crops worldwide. With the hot, humid weather experienced in Ontario recently, cole crop growers should be vigilant at monitoring for Black rot in their crops this summer. Hot (25-30oC) and humid weather favour the multiplication of the pathogenic bacteria, however water splashing is required for disease spread, infection and development. The disease is more severe and widespread in fields that either receive a frequent early morning shower, frequent heavy rains or are over head irrigated during heat waves. In fact, black rot bacteria counts in the atmosphere around infected crops are highest during periods of rain. Early prevention will protect the crop from later infections, which provide an entrance for other pathogens that result in storage rot problems later.

The pathogenic bacteria that cause black rot are often introduced into a field of cole crops on infected transplants, but they can also survive on cruciferous weeds and in contaminated crop residues left in or on the soil from previous years.

The bacteria enter through wounds caused by damaging winds, hail or insects as well as special pores on the edge of leaves called "hydathodes". The disease spreads very quickly when bacteria-contaminated water droplets exude from these "hydathodes" of infected plants and are rain-splashed to neighbouring healthy plants. Equipment, people, animals as well as overhead sprinkler irrigation can also spread the disease and result in significant losses.

There are no magic bullets available to control black rot in cole crops and disease management relies mostly on sanitation. The following are a few tips to help reduce the risk, spread and development of black rot.

- plant disease-free seed and transplants (3 infected seeds per 10,000 or 0.03% infected seeds can result in a black rot epidemic)
- 3 year rotation with non-crucifer crops (cole crop residue takes about 2 to 3 year to completely break down)
- reduce plant densities to allow good air circulation and facilitate the quick drying of plants
- work in diseased fields at the end of the day (reduces the risk of spreading the disease to non infected fields on contaminated equipment)
- restrict activities in fields until later in the day when fields are completely dry
- control cruciferous weed hosts within and around the field (the pathogen can be water splashed up to 30 meters from infected weeds to cole crop plants)
- insect management will help to reduce disease (wounds caused by insects provide an entrance for the pathogen)
- prepare crucifer crops for market away from fields and immediately chop and bury diseased tissue cut from plants

- grow black rot tolerant cole crop varieties when ever possible particularly in fields neighbouring those that were planted to infected cole crops the previous year
- do no apply excess nitrogen which encourages lush vegetative growth and can make the plants more susceptible to this disease
- scout fields regularly and remove all infected plants if possible from the field



Fig 1 V-shaped lesions containing black veins extending from the edge of a cabbage leaf along a major vein are typical black rot symptoms.

For more information:

Toll Free: 1-877-424-1300

Local: (519) 826-4047

E-mail: ag.info.omafra@ontario.ca

Author: Michael Celetti - Plant Pathologist - Horticulture Crops Program Lead/OMAFRA

Creation Date: 24 July 2008

Last Reviewed: 24 July 2008

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Cultures

► Ressources et Services

► Grandes cultures

► Cultures fruitières

► Culture légumières

► Cultures spéciales

► Cultures biologiques

► Gestion du sol et de l'eau

► Lutte contre les ravageurs et pesticides à usage limité

► Mises à jour sur les cultures et les ravageurs, manifestations, actualités

► Bulletins du MAAARO sur les cultures horticoles

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



IMPRIMER

PARTAGER

Les mesures de la teneur en aluminium du sol laissent les producteurs perplexes

À l'occasion, certains rapports d'analyse de sol peuvent indiquer la teneur en aluminium. À chaque saison, on nous demande s'il y a lieu de s'inquiéter de ces chiffres.

Il est vrai que l'aluminium disponible (Al^{3+}) peut être toxique pour les plantes. Mais ce métal peut aussi se trouver sous plusieurs autres formes, selon le pH du sol. On considère que ces autres formes ne nuisent pas à la croissance des végétaux. Pour savoir s'il y a lieu de s'inquiéter, il faut donc voir le pH.

pH du sol entre 4,0 et 5,0 : l'aluminium (Al^{3+}) peut représenter un risque dans un sol dont le pH est inférieur à 5,0, notamment pour certaines plantes qui y sont sensibles. Il se trouve sous une forme disponible qui inhibe la croissance des racines végétales.

pH du sol entre 5,5 et 6,0 : à ces valeurs de pH, l'aluminium (Al^{3+}) pose peu de risques. Le métal se trouve principalement sous une forme hydroxylée (OH^-) non toxique pour les plantes.

pH du sol entre 6,0 et 7,0 : dans cette fourchette de pH, le sol ne contient aucun aluminium échangeable. Lorsque le pH du sol est supérieur à 6,0, Al^{3+} ne représente pratiquement aucun risque.

Si le pH est assez bas pour qu'il puisse se poser des problèmes de toxicité de l'aluminium, chauler conformément à ce qui est indiqué dans le rapport d'analyse. Pour la plupart des sols de l'Ontario, il peut être intéressant de connaître la teneur en aluminium, mais celle-ci apporte peu pour ce qui est de la gestion des cultures.

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Christoph Kessel - chargé de programme, nutrition des cultures horticoles/MAAARO

Date de création : 31 juillet 2008

Dernière révision : 31 juillet 2008

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

- Centre d'information agricole
- Ontario, terre nourricière
- Bureaux du ministère
- Statistiques
- Programmes d'inspection
- Organismes agricoles, alimentaires et ruraux
- EmploisGO
- Cabinet du ministre
- ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



IMPRIMER

PARTAGER

Maladies bactériennes des haricots

La présence de la tache aréolée a été constatée lors de l'essai sur les haricots rognons effectué au campus de Ridgetown. Chez les haricots mange tout, sur le terrain, il peut être difficile de distinguer la tache aréolée de la brûlure bactérienne commune.

La propagation de la tache aréolée est maximale lorsque les températures se situent entre 10 et 20°C (61 à 68°F). Sur les plantes infectées, elle produit des lésions nécrosées, gonflées d'eau et entourées d'une aréole jaune. S'il fait plus frais, il peut apparaître un jaunissement ou une chlorose de l'ensemble de la plante. Cette maladie se propage moins bien lorsqu'il fait chaud.

La brûlure bactérienne commune est favorisée par le temps chaud et humide (25 à 30 °C, 77 à 86 °F). Dans ce cas, les lésions gonflées d'eau apparaissent sur la face inférieure des feuilles. Elles deviennent ensuite brunes et nécrosées, souvent entourées d'une bordure jaune. Lorsque les conditions climatiques sont propices, les lésions fusionnent et donnent à la culture une apparence brûlée.

Ces deux maladies bactériennes infectent les gousses. Les petites lésions gonflées d'eau (2 à 3 mm) finissent par prendre une teinte brun rougeâtre foncé. Sur les gousses de haricots jaunes, ces marques restent vertes. Là où les lésions sont présentes, les gousses peuvent se vriller et s'enrouler.

On pense que les semences infectées constituent la source primaire d'infection. Cependant les deux organismes passent l'hiver dans les résidus de culture. La pluie et les éclaboussures de boue causent souvent des infections secondaires. Le traitement par des fongicides à base de cuivre permet de circonscrire la propagation de ces infections bactériennes s'il a lieu avant la généralisation des symptômes.

Si l'on craint les maladies bactériennes, commencer les applications de cuivre au début de la croissance des cultures pour détruire tout inoculum (primaire) présent dans les semences ou le sol. Cette méthode permet de prévenir les infections secondaires. Ne pas oublier que les fongicides à base de cuivre n'ont pas un effet résiduel prolongé et qu'on peut devoir répéter le traitement à intervalle régulier (tous les sept à dix jours).

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Elaine Roddy, spécialiste de la culture des légumes, MAAARO

Date de création : 17 septembre 2008

Dernière révision : 17 septembre 2008



Exploitation d'une entreprise

► L'industrie alimentaire en Ontario

► Lancer une entreprise alimentaire

► Développer une entreprise alimentaire

► Lancer une entreprise de ventes de produits alimentaires

► Investissez en Ontario

► Exportation des produits alimentaires de l'Ontario

► Ontario, terre nourricière

► Financement et appui

► Nouvelles et Événements

► Ressources

► Pour nous joindre

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre

exploitation d'une entreprise > financement et soutien > programme de développement des marchés mondiaux

IMPRIMER

PARTAGER

Accès aux marchés d'exportation : programme de développement des marchés mondiaux

De quoi s'agit-il?

Le programme Accès aux marchés d'exportation (AME) est une initiative de 5 millions de dollars parrainée par le Gouvernement de l'Ontario et l'Ontario Chamber of Commerce (OCC). Elle vise à aider les petites et moyennes entreprises (PME) à avoir un meilleur accès aux marchés mondiaux.

Quels sont les avantages pour votre entreprise?

Le programme paie 50 p. 100 des coûts admissibles dans quatre domaines précis. Les contributions non remboursables varient entre 5 000 \$ et un maximum de 30 000 \$ (à l'exception des soumissions pour des projets d'immobilisations, dont le montant ne dépasse normalement pas 35 000 \$).

Quelles sont les entreprises admissibles?

- Les PME en Ontario qui offrent actuellement un produit ou un service
- Un nouvel exportateur comptant de cinq à 500 employés ou des consortiums ou regroupements de PME qui commencent à exporter et qui répondent aux critères ci-dessous :
 - * Chiffre d'affaire annuel d'au moins 500 000 \$
 - * Entreprise établie et exerçant ses activités en Ontario
 - * Constituée en personne morale (selon les lois fédérales ou provinciales) depuis au moins deux ans
 - * Se conforme pleinement à toutes les lois et à tous les règlements gouvernementaux
 - * Ne reçoit pas d'autres fonds publics pour les activités faisant l'objet de la demande de subvention

Quels sont les projets admissibles?

Les dépenses engagées par les entreprises qui exercent leurs activités dans les quatre domaines suivants pourraient être admissibles:

1. **Marchés par entente directe** : participation à des foires commerciales et expositions internationales ou à des missions commerciales se déroulant au Canada ou à l'étranger et soutenues par une tierce partie reconnue, comme un gouvernement ou un organisme de promotion du commerce
2. **Outils de marketing** : production de matériel promotionnel, notamment à l'intention des médias électroniques, et de matériel de valorisation de la marque
3. **Étude de marché** : visant à mieux définir les marchés cibles à l'étranger
4. **Soumissions à des projets à l'étranger** : fournisseurs de services professionnels (ingénierie, expertise-conseil, construction, etc.) soumissionnant aux appels d'offre concernant des projets à l'étranger et ouverts à des entreprises du monde entier

Exemples de projets - Marché par entente directe

Étude de marché ciblée / Renseignements commerciaux

Mener une étude de marché pour mieux définir les marchés cibles, notamment :

- Attribution d'un contrat d'étude du marché sur la taille et la segmentation des marchés, les

taux de croissance, les tendances, l'attitude des consommateurs, les exigences réglementaires, les exigences relatives au produit, les circuits de distribution, ainsi que la stratégie et la performance des concurrents

- Élaboration d'un plan de marketing/d'entrée sur le marché international

Dépenses admissibles:

Jusqu'à 50 p. 100 des dépenses suivantes peuvent être payées par le programme :

- Honoraires d'expert-conseil
- Indemnité journalière maximale de 125 \$ pour les représentants de l'entreprise qui se rendent à l'étranger pour affaires (les frais professionnels, personnels et accessoires ne sont pas payés)

Exemples de projets - Outils de marketing

Production de matériel promotionnel

Création de matériel visant à faire mieux connaître les activités du requérant ainsi que ses produits et services auprès d'acheteurs potentiels, notamment :

- Matériel de marketing et autres produits promotionnels, exclusion faite de la documentation produit;
- Traduction, pour usage dans le matériel promotionnel, de documents dans la langue du marché cible

Production de matériel de valorisation de la marque

Création de matériel promotionnel à l'intention d'un public étranger pour faire connaître le plus largement possible les produits et les services du requérant :

- Panneaux explicatifs, pavillons ou kiosques d'information (ne servant pas à la vente au détail)

Dépenses admissibles :

Jusqu'à 50 p. 100 des dépenses admissibles pour la production d'outils de marketing

Exemples de projets - Étude de marché

Étude de marché ciblée/Renseignements commerciaux

Mener une étude de marché pour mieux définir les marchés cibles, notamment :

- Attribution d'un contrat d'étude du marché sur la taille et la segmentation des marchés, les taux de croissance, les tendances, l'attitude des consommateurs, les exigences réglementaires, les exigences relatives au produit, les circuits de distribution, ainsi que la stratégie et la performance des concurrents
- Élaboration d'un plan de marketing/d'entrée sur le marché international

Dépenses admissibles:

Jusqu'à 50 p. 100 des coûts d'honoraires des experts conseil et d'indemnités journalières (maximum de 125 \$) pour les représentants de l'entreprise qui se rendent à l'étranger pour affaires (les frais professionnels, personnels et accessoires ne sont pas payés)

Dépenses non admissibles (pour toutes les activités AME)

- Expédition d'échantillons de produit pour des fins autres qu'une foire commerciale
- Voyage au Canada d'experts-conseils dont le requérant a retenu les services
- Déplacements officiels du requérant au Canada
- Frais d'hébergement de site Web

- Salaires et commissions, à l'exception des honoraires d'experts-conseils devant être approuvés au préalable
- Tout impôt récupérable
- Frais d'immobilisations : matériel de bureau, ordinateurs, locaux, etc.
- Frais de réception
- Frais postaux et de messagerie
- Conception d'applications Web ciblant des clients étrangers
- Création de contenu de site(s) Web faisant la promotion des capacités d'exportation
- Création d'outils en ligne pour promouvoir le potentiel commercial
- Préparation de bulletins électroniques, de journaux en ligne, de portails de commerce électronique
- Coût de modification de produits existants en fonction de normes étrangères, des préférences des consommateurs, etc.
- Coût de modification ou de conception du conditionnement en fonction des règlements des pays étrangers et des coutumes locales
- Achat de logiciels génériques ou existants

Comment présenter une demande?

Tous les formulaires nécessaires à la soumission d'une demande peuvent être obtenus, remplis et soumis en ligne à <http://exportaccess.ca/howtoapply.shtml> (en anglais).

Vous pouvez soumettre une demande dans plus d'une catégorie et vous pouvez faire plus d'une demande par période de 12 mois.

Votre admissibilité à AME vous sera communiquée dans les 30 jours ouvrables suivant votre demande et 25 p. 100 des dépenses admissibles prévues vous seront versées au moment de la signature du contrat. Une fois les activités ou le projet terminés, vous soumettrez un rapport final ainsi que d'autres documents exigés. Le rapport approuvé et accepté, l'OCC vous versera le solde de sa contribution.

Où puis-je obtenir de plus amples renseignements?

Vous trouverez a [Export Market Access](#) des renseignements, un guide et les formulaires de demande. (anglais)



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Exploitation d'une entreprise

L'industrie alimentaire en Ontario

Lancer une entreprise alimentaire

Développer une entreprise alimentaire

Lancer une entreprise de ventes de produits alimentaires

Investissez en Ontario

Exportation des produits alimentaires de l'Ontario

Ontario, terre nourricière

Financement et appui

Nouvelles et Évènements

Ressources

Pour nous joindre

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre

exploitation d'une entreprise > financement et soutien > fonds de développement de l'Est de l'Ontario (FDEO)

IMPRIMER

PARTAGER

Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (FDEO)

De quoi s'agit-il?

Le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario est un fonds de 80 millions de dollars échelonné sur quatre ans, conçu pour aider les entreprises à créer des emplois et à investir dans de nouvelles technologies, l'achat de matériel ou la formation professionnelle des travailleurs et travailleuses. Il appuiera aussi les projets de développement économique qui attireront ou retiendront les investissements dans les industries et les collectivités établies en Ontario.

Qui est admissible?

Entreprises individuelles - Vos projets peuvent être admissibles au volet Entreprises, dont voici les critères :

1. votre entreprise se trouve dans l'Est ontarien et compte actuellement au moins 10 employés;
2. votre entreprise se servira des fonds alloués pour entreprendre de nouvelles activités à l'extérieur de son domaine actuel;
3. l'investissement nécessaire pour entreprendre le projet est supérieur à 500 000 \$ sur cinq ans;
4. le projet créera 10 emplois nets en cinq ans.

Quels sont les avantages pour votre entreprise?

Les entreprises individuelles peuvent recevoir un appui allant jusqu'à 15 p. 100 des dépenses admissibles totales, jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars.

De plus, jusqu'à 35 p. 100 des coûts totaux du projet peuvent être couverts par d'autres subventions du secteur public.

Exemples de dépenses admissibles :

- nouvelles technologies;
- matériel;
- formation professionnelle.

Quel est l'autre volet?

Les bureaux de développement économique, les associations professionnelles et les organismes non gouvernementaux (ONG) peuvent soumettre leur candidature au volet Développement des régions et des secteurs.

Les projets doivent être évalués à 100 000 \$ ou plus.

Le Fonds rembourse jusqu'à 50 p. 100 des coûts totaux du projet, jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars.

Critères d'admissibilité au volet Développement des régions et des secteurs:

- 1. le projet met l'accent sur le développement économique et des entreprises ou sur des initiatives de création d'emplois dans la collectivité ou les régions et doit s'harmoniser avec les priorités provinciales et régionales;
- 2. la valeur du projet est supérieure à 100 000 \$ pour une période de cinq ans;
- 3. le projet dispose de l'appui du secteur privé;
- 4. le financement servira à mener de nouvelles activités ou à accroître les activités de l'organisation du demandeur ou de l'un de ses partenaires.

Comment présenter une demande?

Les demandes soumises aux deux volets sont acceptées continuellement.

Le FDEO accusera réception de votre demande, et dans les 45 jours qui suivent, vous saurez si votre projet a été accepté.

Où puis-je obtenir de plus amples renseignements?

Fonds de développement de l'Est de l'Ontario
Rendez vous à ou composez le 1 866 909-9951
Courriel: eodf@ontario.ca

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

- Centre d'information agricole
- Ontario, terre nourricière
- Bureaux du ministère
- Statistiques
- Programmes d'inspection
- Organismes agricoles, alimentaires et ruraux
- EmploisGO
- Cabinet du ministre
- ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



IMPRIMER

PARTAGER

Réglementation

Nouvelle initiative d'étiquetage des aliments au Canada : définition des mentions «produit au Canada» et «fabriqué au Canada»

Le 15 juillet 2008, le gouvernement du Canada a annoncé la nouvelle version des directives concernant les mentions suivantes, qui entre en vigueur le 31 décembre 2008 :

Produit du Canada. Lorsque l'étiquette porte l'allégation «produit du Canada», la totalité ou la quasi totalité des principaux ingrédients, des composants, du processus de transformation et de la main d'œuvre ayant servi à la fabrication du produit alimentaire doivent être d'origine canadienne. Les produits alimentaires dont l'étiquette porte l'allégation «produit du Canada» ne doivent renfermer que très peu de contenu étranger ou aucun, à l'exception d'additifs alimentaires, d'épices, de vitamines, de minéraux et de préparations aromatiques présents en très petites quantités.

Fabriqué au Canada. L'allégation «fabriqué au Canada» peut être employée lorsque le produit alimentaire est fabriqué ou transformé au Canada, que les ingrédients proviennent de l'étranger ou du Canada ou qu'il s'agisse d'un mélange d'ingrédients importés et canadiens. Cependant l'allégation doit toujours être accompagnée de l'énoncé descriptif «à partir d'ingrédients canadiens et importés» ou «à partir d'ingrédients importés». Pour que l'on puisse employer ces allégations, il faut que la dernière transformation substantielle du produit ait été effectuée au Canada. Cette mention permet de reconnaître l'importance de la valeur ajoutée par les ingrédients et les processus de transformation canadiens.

Autres allégations qualifiées. On peut continuer d'utiliser des allégations qualifiées pour d'autres produits alimentaires non visés par les nouvelles lignes directrices concernant les allégations «produit du Canada» et «fabriqué au Canada». Par exemple, les allégations «torréfié au Canada», «emballé au Canada», «distillé au Canada», «transformé au Canada», etc., peuvent être employées si elles ne sont pas fausses ou trompeuses. Cependant, il est recommandé de faire porter aux produits qui respectent les lignes directrices l'allégation «produit du Canada» ou l'allégation «fabriqué au Canada» accompagnée d'un énoncé descriptif pour que les consommateurs bénéficient d'une information uniforme et claire.

Pour plus de renseignements, voir le site Web de l'ACIA www.inspection.gc.ca ou appeler le 1-800-442-2342, téléimprimeur 1-800-465-7735.

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO

Date de création : 17 septembre 2008

Dernière révision : 17 septembre 2008

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

- Centre d'information agricole
- Ontario, terre nourricière
- Bureaux du ministère
- Statistiques
- Programmes d'inspection
- Organismes agricoles, alimentaires et ruraux
- EmploisGO
- Cabinet du ministre
- ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



IMPRIMER

PARTAGER

Le ministère du Travail présente une nouvelle initiative de sécurité au travail qui touchera tous les employeurs ontariens

Le ministère du Travail présente une nouvelle initiative de sécurité au travail qui touchera tous les employeurs ontariens

Les accidents du travail, parfois mortels, ne sauraient être tolérés. En juin, le ministère du Travail de l'Ontario a présenté une initiative de sécurité au travail qui durera quatre ans.

L'objet de ce plan (Sécurité au travail Ontario) est de réduire le nombre de blessures et de décès qui surviennent sur les lieux de travail et d'améliorer la culture des organisations en matière de santé et de sécurité. Le ministère du Travail a la responsabilité et le mandat de mettre en œuvre l'Occupational Health and Safety Act (OHSA). Dans le cadre de sa stratégie Sécurité au travail Ontario, le ministère concentrera les ressources pertinentes pour répondre aux exigences de la OHSA par des inspections et, au besoin, il pourra s'appuyer sur des ordonnances et des accusations en vertu de cette même loi. Les entreprises peuvent déterminer si elles ont des chances d'être ciblées en vue d'inspections plus fréquentes et savoir quelles stratégies l'industrie alimentaire devra élaborer avec le gouvernement pour réduire le nombre d'accidents; les détails sur la stratégie et sur la démarche à adopter pour connaître l'évaluation de votre entreprise sont affichés à l'adresse suivante :

<http://www.labour.gov.on.ca/french/hs/sawo/index.html>.

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO

Date de création : 17 septembre 2008

Dernière révision : 17 septembre 2008



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

► Centre d'information agricole

► Ontario, terre nourricière

► Bureaux du ministère

► Statistiques

► Programmes d'inspection

► Organismes agricoles,
alimentaires et ruraux

► EmploisGO

► Cabinet du ministre

► ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



IMPRIMER

PARTAGER

Le Conseil biologique de l'Ontario offre un nouveau financement aux groupes de producteurs biologiques

Le Conseil biologique de l'Ontario entreprend un projet pilote pour le développement de groupes de producteurs biologiques dans la province; il fournira ainsi un financement à l'intention des groupes nouveaux et existants d'agriculteurs qui tiennent des rencontres pour en apprendre plus sur l'exploitation de ce type d'entreprise. Ce financement représente une partie de la somme de 200 000 \$ offerte en mars 2008 par le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario (MAAARO) pour soutenir la croissance du secteur biologique dans la province.

Les groupes de cette nature sont constitués de producteurs d'une région qui se réunissent régulièrement pour mettre en commun leur expérience de l'agriculture biologique et les nouveaux développements dans ce domaine. Ces groupes, qu'on appelle également groupes d'étude, permettront aux personnes ayant l'expérience de ce domaine de transmettre leurs connaissances aux nouveaux, et ils constituent un système de soutien répondant aux besoins des producteurs biologiques.

Le Conseil biologique de l'Ontario versera jusqu'à 2 500 \$ par groupe pour des activités de formation liées à la production biologique. Globalement, l'objet de ce financement est de créer des liens entre les producteurs biologiques dans un contexte favorisant l'apprentissage pour favoriser la viabilité à long terme de ce type d'activité en Ontario. Lors de leurs rencontres, les groupes peuvent faire appel à des conférenciers, tenir des débats sur des questions de production ou de gestion des exploitations, effectuer des visites et entreprendre d'autres activités d'apprentissage. On accepte les demandes jusqu'au 30 octobre 2008. Les groupes commenceront leurs réunions en 2008.

Kim Thorne, directrice exécutive du Conseil biologique de l'Ontario, déclare que ce financement permettra aux agriculteurs d'accéder plus facilement à des informations ciblées et pertinentes sur la production biologique. Selon elle, un système bien développé et structuré de communication entre les producteurs a donné d'excellents résultats dans d'autres juridictions, et c'est avec un grand enthousiasme que le Conseil appuie ce type d'initiative en Ontario.

Les membres et les non membres du Conseil biologique de l'Ontario peuvent faire une demande de financement à ce titre. Pour voir les autres critères d'admissibilité et obtenir un formulaire d'inscription, voir le site Web du Conseil biologique de l'Ontario www.organiccouncil.ca ou appeler le bureau au 519-827-1221.

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO

Date de création : 17 septembre 2008

Dernière révision : 17 septembre 2008



MINISTRY OF AGRICULTURE AND FOOD

Search



HOME | ABOUT | AGRICULTURE | FOOD | RURAL | RESEARCH | PUBLICATIONS | NEWS | CONTACTS

Quick Links

- ▶ Agricultural Information Contact Centre
- ▶ Foodland Ontario
- ▶ Ministry Locations
- ▶ Statistics
- ▶ Inspection Programs
- ▶ List of Agriculture, Food and Rural Organizations
- ▶ Minister's Office
- ▶ Job Opportunities
- ▶ ServiceOntario

Topics

Explore Government

Resources

Contacts



PRINT

SHARE

Free Online Course Offerings to Help Build Your Business

To continually enhance the competitiveness of small and medium enterprises (SMEs), GS1 Canada, with the financial support of the Government of Ontario, has established the GS1 Knowledge Centre, a source of supply chain and business education to help Ontario food producers and processors sell more effectively to their markets. The GS1 Knowledge Centre provides business owners with the practical information they need to launch their venture, compete effectively and continue to adapt to complex, constantly changing market demands.

Each of the 12 courses offered by the GS1 Knowledge Centre is available as both a classroom workshop and an on-demand module - you can register for the online module at no charge. To get more information about GS1 Knowledge Centre workshops, click on the topics below or please email knowledgecentre@gs1ca.org (please supply your name and the name of the course(s) that interest you).

Title	Classroom	Online
Introduction: Journey to Supply Chain Excellence	Inquire	Online
Evolution from the Bar Code to the Electronic Product Code (EPC)	Inquire	Online
Understanding the Fundamentals of EPC/RFID	Inquire	Online
The Business Case for EPC/RFID Technology	Inquire	Online
Integration: Building Capability Together	Inquire	Online
Tracking and Tracing in the Supply Chain - Market Trends	Inquire	Online
Organization: Managing People, Skills and Change	Inquire	Online
Processes: Linking Information Flow and Work Flow	Inquire	Online
SME Human Resources	Inquire	Online
Standards: Adopting the GS1 Global Language of Supply Chain	Inquire	Online
Technology: Choosing the Right Tools for Trade	Inquire	Online
Commercialization: Application Groupings and Use Cases	Inquire	Online

August Issue Index

For more information:
Toll Free: 1-877-424-1300
Local: (519) 826-4047
E-mail: ag.info.omafra@ontario.ca
Author: Hugh Martin - Organic Crop Production Program Lead/OMAFRA

Creation Date: 13 August 2008
Last Reviewed:13 August 2008

Search



HOME | ABOUT | AGRICULTURE | FOOD | RURAL | RESEARCH | PUBLICATIONS | NEWS | CONTACTS

Quick Links

- ▶ **Agricultural Information Contact Centre**
- ▶ **Foodland Ontario**
- ▶ **Ministry Locations**
- ▶ **Statistics**
- ▶ **Inspection Programs**
- ▶ **List of Agriculture, Food and Rural Organizations**
- ▶ **Minister's Office**
- ▶ **Job Opportunities**
- ▶ **ServiceOntario**

Topics

Explore Government

Resources

Contacts



PRINT

SHARE

Events

Ontario Food and Beverage Processing HR Summit
ADVANTAGE Series of Food Safety Training - 2008/2009 Series
Canadian Health Food Association (CHFA) Expo East
Great Lakes Community Shared Agriculture Conference

Ontario Food and Beverage Processing HR Summit
September 29 & 30, 2008

Mark Your Calendars: Monday evening, September 29 and Tuesday, September 30 will see Ontario's first-ever Food and Beverage HR Summit: "Destination Excellence" at the Old Mill in Toronto. The first evening will feature after dinner speaker Roger Martin, Chair of Ontario's Task Force on Competitiveness, Productivity and Economic Progress. The following day's program will include the unveiling of resources to successfully source, engage and keep your most valuable asset - your employees - to help you achieve and keep your competitive advantage. The morning will be kicked off with a keynote presentation by award-winning Global Vice-President, Human Resources, McCain Foods Ltd., Janice M. Wismer, who will be sharing issues and strategies for effectively recruiting and retaining a topnotch workforce. Early bird pricing in effect until September 2. For more information or to access a registration form, please visit the "Alliance of Ontario Food Processors" website at <http://www.aofp.ca/Events/Listings.aspx>.

ADVANTAGE Series of Food Safety Training - 2008/2009 Series

The popular "Advantage" Series of Food Safety Training for Food Processors has a series of upcoming workshops and seminars for the rest of this year and into 2009. Developed by the Ontario Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs, this highly regarded series of food safety programs covers topics such as:

- Developing HACCP plans (Dec. 3 - Guelph)
- Developing Good Manufacturing Practices (Oct. 23 - Guelph)
- Developing Traceability Plans (Jan. 15 - Guelph)
- Preparing for Internal Advantage Certification Audits (Jan. 14 - Guelph)

There are also two workshops being held in London (Sept. 10) and Kingston (Sept. 23) which provide an introduction to the "Advantage" series of programs - Ontario's HACCP and GMP programming for farms and food processors. For more information on the Advantage series and other food safety information, please visit

<http://www.omafr.gov.on.ca/english/food/foodsafety/advantageprogram.htm> or call toll free 1-866-641-3663 or e-mail advantage@ontario.ca.

Canadian Health Food Association (CHFA) Expo East
September 11-14, 2008

Metro Toronto Convention Centre, North Building
Toronto, Ontario, Canada
For more info go to <http://www.chfa.ca/>

Great Lakes Community Shared Agriculture Conference November 21-23, 2008

Seeding the Future - Growing Together!
Geneva Park Conference Centre, Orillia, ON

The Community Shared Agriculture Conference endeavors to generate support for small community-based farm operations. Workshops and presentations will focus on practical techniques, tools and resources specific to organics and CSA farming. Topics include production, marketing and financial aspects of running a CSA operation. A CSA mini-school will be offered to novice farmers or existing farm operators interested in switching to a CSA program.

August Issue Index

For more information:
Toll Free: 1-877-424-1300
Local: (519) 826-4047
E-mail: ag.info.omafra@ontario.ca
Author: Hugh Martin - Organic Crop Production Program Lead/OMAFRA
Creation Date: 13 August 2008
Last Reviewed: 13 August 2008

Recherche



ACCUEIL | LE MINISTÈRE | AGRICULTURE | ALIMENTS | RURAL | RECHERCHE | PUBLICATIONS | NOUVELLES | POUR NOUS JOINDRE

Liens rapides

- Centre d'information agricole
- Ontario, terre nourricière
- Bureaux du ministère
- Statistiques
- Programmes d'inspection
- Organismes agricoles, alimentaires et ruraux
- EmploisGO
- Cabinet du ministre
- ServiceOntario

Sujets

Explorer le gouvernement

Ressources

Pour nous joindre



Agrobio

IMPRIMER

PARTAGER

Assurance production pour le blé et l'épeautre biologiques

Les producteurs inscrits à l'assurance production pour le blé biologique et l'épeautre biologique d'Agricorp doivent faire parvenir leur autodéclaration de rendement de 2008 avant le lundi 1er septembre. Voir la fiche de renseignements sur les céréales et oléagineuses ensemencées à l'automne. Les détails du programme de couverture du blé et de l'épeautre biologiques de 2009 seront annoncés en septembre.

Pour plus de renseignements :

Sans frais : 1 877 424-1300

Local : 519 826-4047

Courriel : ag.info.omafra@ontario.ca

Auteur : Hugh Martin, chargé de programme, production de cultures biologiques, MAAARO

Date de création : 17 septembre 2008

Dernière révision : 17 septembre 2008